

OCMWCPASL036

(consultation de l'attestation multifonctionnelle)

Table des matières

1) Introduction	2
2) Législation	2
3) Historique	2
4) Qui utilise le service ? Pour qui et vers qui ? Dans quels délais ?.....	3
5) Quels sont les prérequis pour une bonne transmission de données ? Quels contrôles sont effectués sur les données encodées ?.....	3
6) Quelles données sont obligatoires et quelles données seront renvoyées ?	3
7) Comment se déroule la transmission et quels sont les intervenants concernés ?	4
8) Dans quel délai y aura-t-il une réponse ?	4
9) Quels sont les erreurs et résultats les plus courants ?	4
10) Cohérence entre les différentes fonctionnalités du service	5
11) Autres services associés.....	5
12) Autre documentation associée	5

1) Introduction

L'attestation multifonctionnelle permet aux CPAS d'informer différents partenaires du réseau de la Sécurité sociale de l'aide qu'il octroie à une personne à un moment déterminé.

À l'heure actuelle, seuls le Collège intermutualiste national (CIN) et l'Office national des Allocations familiales des Travailleurs salariés (ONAFTS) sont destinataires de ces attestations. Le nombre de consultants est destiné à être augmenté.

Chaque CPAS est responsable de ses émissions.

À tout moment, un CPAS ou une institution peut avoir besoin de vérifier ce qui a déjà été émis pour une personne. Dans le cas des attestations multifonctionnelles, cette consultation se fait par le service L036. De même, cette consultation permet aux CPAS de connaître les réponses définitives données à leurs attestations multifonctionnelles.

Les Organismes Assureurs et partenaires de la Sécurité sociale quant à eux peuvent consulter la base de données pour connaître les attestations multifonctionnelles enregistrées pour une personne, pour quelles dates, par quel CPAS et surtout avec quel code de qualité. Cette consultation leur permet de préciser les droits et avantages dont pourrait bénéficier telle ou telle personne.

2) Législation

Circulaire du 09/02/2000 – références TC/RBCSS/7 de l'information.

Circulaire émise par le SPP-IS le 12/03/2007 réf M65.

Loi du 15 janvier 1990 organique de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

Loi du 8 décembre 1992 relative à la protection de la vie privée à l'égard des traitements de données à caractère personnel.

3) Historique

La consultation des attestations multifonctionnelles est une fonctionnalité de base de l'application à destination des CPAS. Celle-ci existe depuis 1999.

Dès la mise en place des échanges électroniques des données, il s'est en effet révélé utile d'informer d'autres organisations de la Sécurité sociale de l'octroi d'une aide sociale à un(e) bénéficiaire, et ce, afin d'examiner la possibilité d'ouverture d'un droit dérivé pour cette personne dans les champs d'application propres à ces organismes.

Parallèlement, la consultation de la base de données s'est développée, car elle s'est avérée tout aussi indispensable pour permettre à chacun de déterminer ce qui a été émis auprès d'une base de données centrale.

4) Qui utilise le service ? Pour qui et vers qui ? Dans quels délais ?

Ce service permet au CPAS de vérifier s'il a déjà envoyé des attestations multifonctionnelles pour l'intéressé et si elles ont été ou non acceptées par les destinataires. Il ne recevra de réponses que pour les personnes intégrées par son CPAS.

Les autres secteurs du réseau de la Sécurité sociale peuvent également consulter la base de données, mais uniquement pour les personnes qui font partie de leurs affiliés et qui auront été préalablement intégrées selon les règles en vigueur à la BCSS.

5) Quels sont les prérequis pour une bonne transmission de données ? Quels contrôles sont effectués sur les données encodées ?

Comme tous les messages transitant par la BCSS, la consultation de la base de données des attestations multifonctionnelles fait l'objet d'un contrôle d'intégration. Pour obtenir une réponse, il est indispensable que la personne concernée soit intégrée sous un des codes qualité relatifs au secteur des CPAS ou des autres secteurs (CIN et ONAFTS).

Il faut également avoir effectivement des attestations multifonctionnelles enregistrées dans la base de données.

Pour un maximum d'efficacité, il est utile de renseigner le plus précisément possible le NISS de la personne, le début et la fin de la période qui vous intéresse.

6) Quelles données sont obligatoires et quelles données seront renvoyées ?

Données minimales lors d'une consultation :

- le numéro INS du CPAS émetteur ou de l'organisme
- la date de début d'émission
- le NISS de la personne

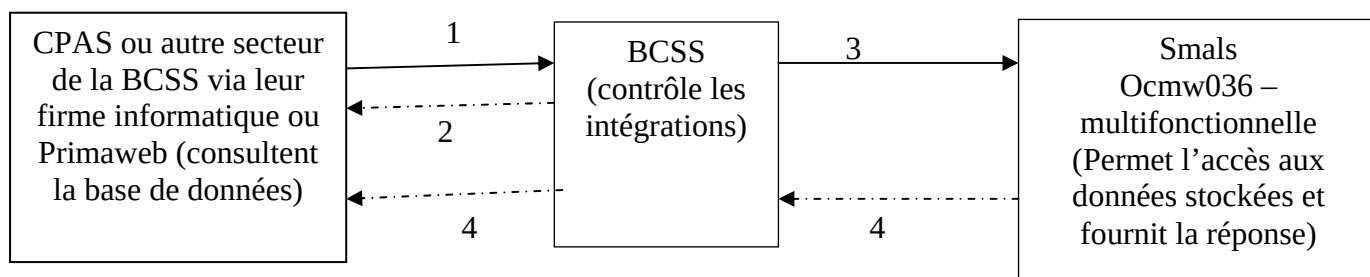
Il y a 3 types de réponses :

- « vide » ou « rien » : c'est-à-dire que l'attestation multifonctionnelle n'est pas encore enregistrée dans la base de données de Smals et qu'elle n'a même pas une réponse provisoire de la BCSS.
- réponse « provisoire » : c'est la BCSS qui l'émet après avoir vérifié l'intégration et le format informatique du message. Si elle est « 000000 » c'est que tout est accepté et que le message peut poursuivre son parcours.
- réponse « définitive » : une réponse est considérée comme définitive soit lorsque le message est bloqué au cours de son cheminement soit lorsqu'il a achevé son parcours avec succès.
Ainsi, si la BCSS transmet lors de son contrôle une valeur différente de « 000000 », le message n'ira pas jusqu'au CIN et la réponse fautive est considérée comme définitive.
Il en va de même lors des contrôles (essentiellement format informatique) effectués à Smals le message est fautif.

Enfin, lorsque le message arrive au CIN (et aux OA) et que ce dernier fournit une réponse quelle qu'elle soit, celle-ci est considérée comme définitive.

Pour connaître les différents codes réponse possible, nous vous invitons à consulter la liste des codes du A036 (envoi, enregistrement, correction ou annulation d'une attestation multifonctionnelle) ou de prendre connaissance du dernier point du présent document.

7) Comment se déroule la transmission et quels sont les intervenants concernés ?



1 - Les CPAS ou les OA et les CAF et plus tard des tiers génèrent le message de consultation à destination de la BCSS qui contrôle la validité de l'intégration.

2 - Si celle-ci n'est pas valable, la BCSS en informe le CPAS avec un code erreur (décrit plus loin).

3 - Si celle-ci est valable, la BCSS transmet à Smals la requête.

Smals, au nom du SPP-IS, reçoit cette requête, contrôle son format et son contenu. Donne accès aux informations.

4 - Lorsque ces opérations sont effectuées, Smals transmet via la BCSS le résultat de la requête aux CPAS

8) Dans quel délai y aura-t-il une réponse ?

Le processus complet est immédiat lors de la consultation.

Par contre, les réponses ne seront fournies que lorsqu'il y aura une réponse enregistrée dans la base de données soit minimum 5 jours après l'envoi de l'attestation multifonctionnelle.

9) Quels sont les erreurs et résultats les plus courants ?

Vous pouvez consulter les erreurs et les résultats les plus courants de ce service sur : [./../OCMWCPASL036_errorcodes.xls](#)

10) Cohérence entre les différentes fonctionnalités du service

L'envoi de la création, la correction ou la suppression d'une attestation multifonctionnelle est toujours en lien avec la consultation de la base de données de celles-ci.

L'envoi se fait par le biais du service OCMWCPASA036. La correction ou la suppression se fait par le biais du service OCMWCPASA036 Modify&CancelAllocation.

11) Autres services associés

Vous trouverez également une liste des codes retour (partiellement reprise ci-dessus) sur le site du SPP-Intégration Sociale par le biais du lien suivant :

<https://honir.smals-mvm.be/ctms/listCategories.do>

12) Autre documentation associée

Vu que le flux va subir quelques modifications dans les prochaines semaines, l'option a été prise de ne pas indiquer de références complémentaires.